



L'HOMME DES BANQUES
DU PARTI DÉMOCRATE

QUI EST FÉLIX ROHATYN ?

Comme Lyndon LaRouche ne cesse de le souligner, la bataille cruciale au sein du Parti démocrate américain concernant la politique économique à adopter se joue désormais entre lui-même et son approche rooseveltienne, d'une part, et **Felix Rohatyn**, ancien directeur de la banque de placement Lazard Frères et synarchiste "de gauche", qui prône une solution schachtienne. Pour cacher son jeu, ce dernier évoque, à l'occasion, la nécessité de moderniser l'infrastructure aux Etats-Unis et de convoquer une conférence en vue d'un "nouveau Bretton Woods". Si certains pourraient croire qu'il représente une véritable alternative à l'austérité draconienne prônée par la clique monétariste du Wall Street Journal autour de George Shultz, Robert Mundell, etc., un rapide coup d'oeil sur son passé dissipera ce genre d'illusion. Entre 1975 et 1981, Lazard Frères et son directeur général Felix Rohatyn exerçaient le pouvoir absolu dans la ville de New York. Leur "plan de sauvetage" consistait à y imposer une dictature fasciste de fait, assortie du "dégraissage" de la force de travail et du démantèlement des infrastructures, dans le but explicite de rembourser la dette aux banques.

En juin 1975, sans avoir réfléchi aux conséquences, le parlement de l'Etat de New York créa la Municipal Assistance Corporation (baptisée **Big Mac**) pour gérer les finances de la ville, à qui les banques privées refusaient d'accorder tout crédit, sous prétexte qu'elle favorisait trop ses travailleurs et autres groupes d'électeurs.

La Big Mac était un organisme d'Etat dirigé par un conseil d'administration de neuf membres dominé par Rohatyn. Elle fut autorisée à émettre des obligations s'élevant à trois milliards de dollars, dont le remboursement (principal et intérêts) viendrait des principales recettes de la ville - taxe sur les ventes, recettes boursières, taxes sur les transactions, aides financières de l'Etat. La loi stipulait que les détenteurs d'obligations devaient être payés en priorité et qu'après seulement, la ville pourrait utiliser ce qui restait pour verser les salaires des employés municipaux ou assurer les services essentiels. Or, même avec cette assurance, les banques ne voulaient pas prêter d'argent. La deuxième émission d'un milliard de dollars d'obligations ayant trouvé peu de souscripteurs, le conseil de Big Mac tenta de gagner leur confiance en sabrant les programmes sociaux, licenciant des travailleurs et diminuant les salaires. Comme on pouvait s'y attendre, la situation s'aggrava. Le conseil de Big Mac poussa alors le parlement à adopter, en septembre 1975, une loi déclarant "l'état d'urgence" à New York. En vertu de cette loi fut établi le **Emergency Financial Control Board** (EFCB), chargé d'administrer tous les comptes de la ville et de contrôler les investissements et les dépenses. En ce qui concerne ce dernier point, le service de la dette devait avoir priorité absolue.

Mais pour mettre en oeuvre ce système, l'EFCB avait besoin d'argent. L'on fit appel notamment aux caisses de retraite des employés de l'Etat et de la ville, qui devaient acheter une certaine quote-part des obligations de la Big Mac, s'élevant à plus de 750 millions de dollars. L'autre source utilisée fut les salaires des employés municipaux : pour les réduire, l'EFCB annula d'office les conventions collectives, en invoquant l'état d'urgence. De plus, pour faire taire l'opposition, le Board avait le pouvoir de révoquer le mandat de tout élu qui refuserait d'appliquer sa politique. C'est à l'automne 1975 que ces coupes furent mises en oeuvre. Aucun service n'y échappa. Beaucoup d'éboueurs furent licenciés et la collecte des ordures réduite en conséquence. La ville abandonna officiellement la maintenance ordinaire du système de transports en commun, attendant qu'un équipement tombe en panne avant d'allouer des fonds pour sa réparation. De 1977 à 1980, les dépenses pour le transport en commun furent réduites de 30 %. Pendant la même période, le taux de pannes du métro doubla. Le système scolaire ne fut pas épargné, on laissa aller l'entretien et les réparations, et les inscriptions à l'université de la ville chutèrent.

La sécurité publique ne s'en tira pas mieux : on réduisit les patrouilles de police et on demanda aux agents de ne pas faire d'arrestations "non nécessaires" pour éviter les coûts "trop élevés" des procès. De plus, on multiplia les fermetures de casernes de pompiers, d'hôpitaux publics et de logements à loyer modéré.

Le résultat de toutes ces mesures ne fut pas le rétablissement de la santé fiscale, mais la réduction de la population citadine, notamment des pauvres et des populations non blanches, conformément au programme de "réduction planifiée" annoncé en 1976 par le porte-parole des banquiers, Roger Starr.

Il s'agit bel et bien d'une politique économique fasciste, tout comme l'est le remboursement de la dette au détriment de la population, et la ville de New York ne s'en est pas remise à ce jour.

Pour autant que nous le sachions, Felix Rohatyn n'a jamais répudié les mesures mise en oeuvre par la Big Mac et l'EFCB sous sa direction. Au contraire, il vient de proposer dans le Financial Times du 15 avril 2004, que le nouvel ordre financier et monétaire qu'il défend s'inspire, à l'échelle internationale, des mesures prises à New York par la Big Mac et l'EFCB.

A noter enfin que Felix Rohatyn joue un rôle important de "pont" entre la France et les Etats-Unis. Ancien Ambassadeur des Etats-Unis à Paris, et jusqu'à récemment membre du Conseil d'Administration de Suez, il a ses entrées dans les partis de droite comme de gauche, et notamment auprès de Dominique Strauss-Kahn, lui-même étroitement associé aux cercles londoniens de Peter Mandelson et Alastair Campbell, les gourous de Tony Blair.

Cette "Nouvelle gauche européenne" est en fait le partenaire des néo-conservateurs et des néo-démocrates américains (ceux du Democratic National Committee et du Democratic Leadership Council). Cet univers de "néos" répand un parfum des années 30...

solidaritéetprogrès / le mouvement de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche
tél : 01 55 33 19 50 / fax : 01 55 33 19 59 / www.solidariteetprogres.org